

## Malgré un recul de pauvreté vécue au Mali, les conditions de vie restent à améliorer

Dépêche No. 106, Afrobaromètre | Massa Coulibaly

### Résumé

La majorité des Maliens jugent que leurs conditions de vie sont mauvaises, même si la pauvreté vécue par certaines couches de la population semble avoir légèrement reculée, selon la dernière enquête d'Afrobaromètre.

Malgré une hausse de la proportion de Maliens mieux nantis (de 6% de la population en 2008 à 13% en 2014), le cadre de vie reste encore à améliorer, selon les citoyens enquêtés. Très peu de zones bénéficient de tous les services publics de base, surtout en milieu rural, et certains services essentiels – comme l'assistance de la police et des tribunaux – sont souvent difficile à obtenir.

L'enquête révèle également que pour accroître leur bien-être, les Maliens préconisent une augmentation des dépenses d'investissement gouvernementales liées au développement agricole, au secteur de la santé, et à l'éducation.

### L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été conduites entre 1999 et 2013, et les résultats du Round 6 (2014/2015) sont actuellement en cours de publication. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Mali, dirigée par le Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique (GREAT), a interviewé 1.200 adultes maliens en décembre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Mali en 2000, 2002, 2005, 2008, 2012, et 2013. L'enquête de 2013 était un round spécial consacrée à la crise du Nord.

### Résultats clés

- La majorité des Maliens (53%) estiment mauvaises leurs conditions de vie actuelles.
- La pauvreté vécue a reculée depuis 2008: La proportion de citoyens mieux nantis a doublée (de 6% en 2008 à 13% en 2014), et une partie des « pauvres » et des « plus pauvres » semblent être devenue des « pauvres occasionnels ».
- Concernant les services de base, celui du réseau GSM a une plus grande couverture du territoire nationale (91%) que les services de l'eau potable (44%), de l'électricité (32%), et d'évacuation d'eaux usées (14%).

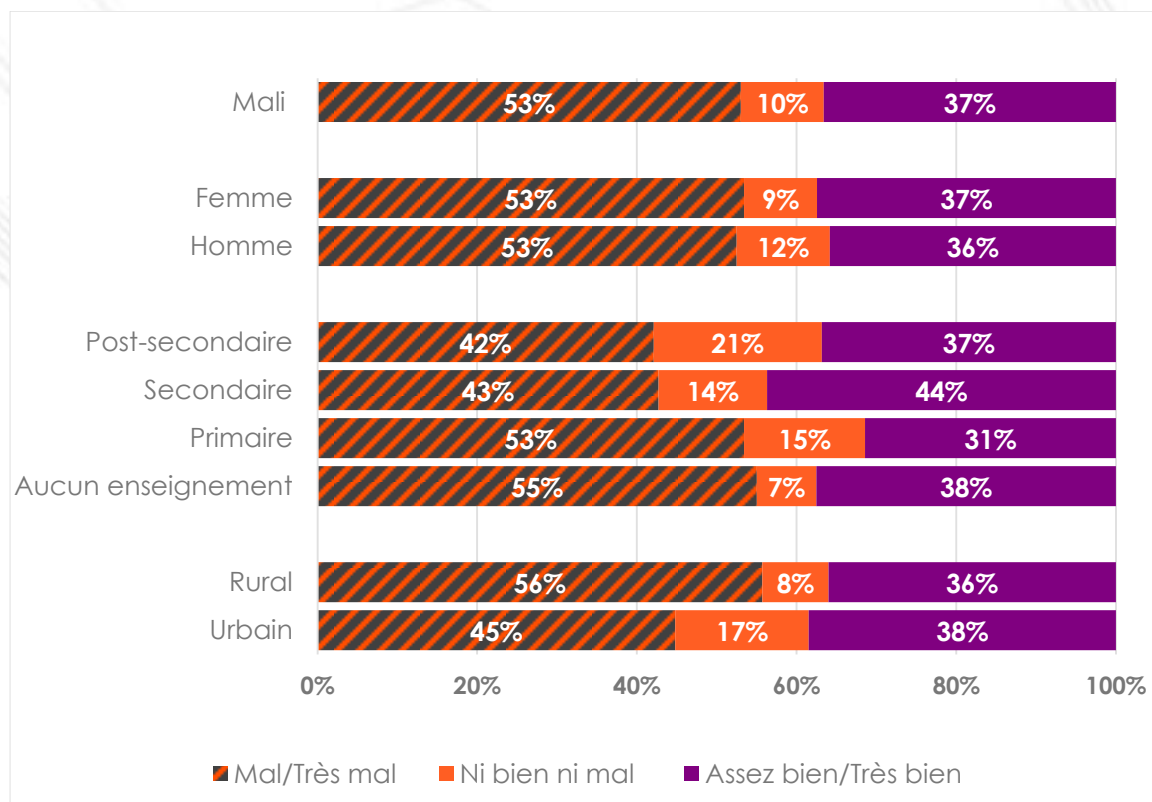
- Les Maliens trouvent plus facile l'obtention des services offert par les écoles publiques et les centres de santé que les services offerts par la police et les tribunaux.
- Pour les Maliens, le développement agricole, la santé, et l'éducation sont les secteurs prioritaires à promouvoir si jamais le gouvernement devrait augmenter ses dépenses d'investissement.
- Un tiers (35%) des Maliens se sont sentis en insécurité dans leur quartier au moins une fois pendant l'année écoulée, mais dans les trois régions du Nord, c'était plus que le double.

### Conditions de vie

La majorité (53%) des citoyens maliens perçoivent leurs conditions de vie comme étant mauvaises (« mal » ou « très mal ») contre un peu plus du tiers (37%) qui jugent leurs conditions bonnes (« assez bien » ou « très bien ») (Figure 1).

Il n'y a pas de différences entre hommes et femmes quant à leurs perceptions des conditions de vie. Les ruraux sont plus nombreux à classer leurs conditions de vie mauvaises que les urbains (56% contre 45%). On note une corrélation entre la perception des conditions de vie et le niveau d'instruction: En effet, plus le niveau d'éducation est élevé, moins est la proportion de citoyens qui apprécient mauvaises leurs conditions de vie. Ainsi, 55% de Maliens sans éducation formelle qualifient de mauvaises leurs conditions de vie, contre 42% pour les niveaux universitaires.

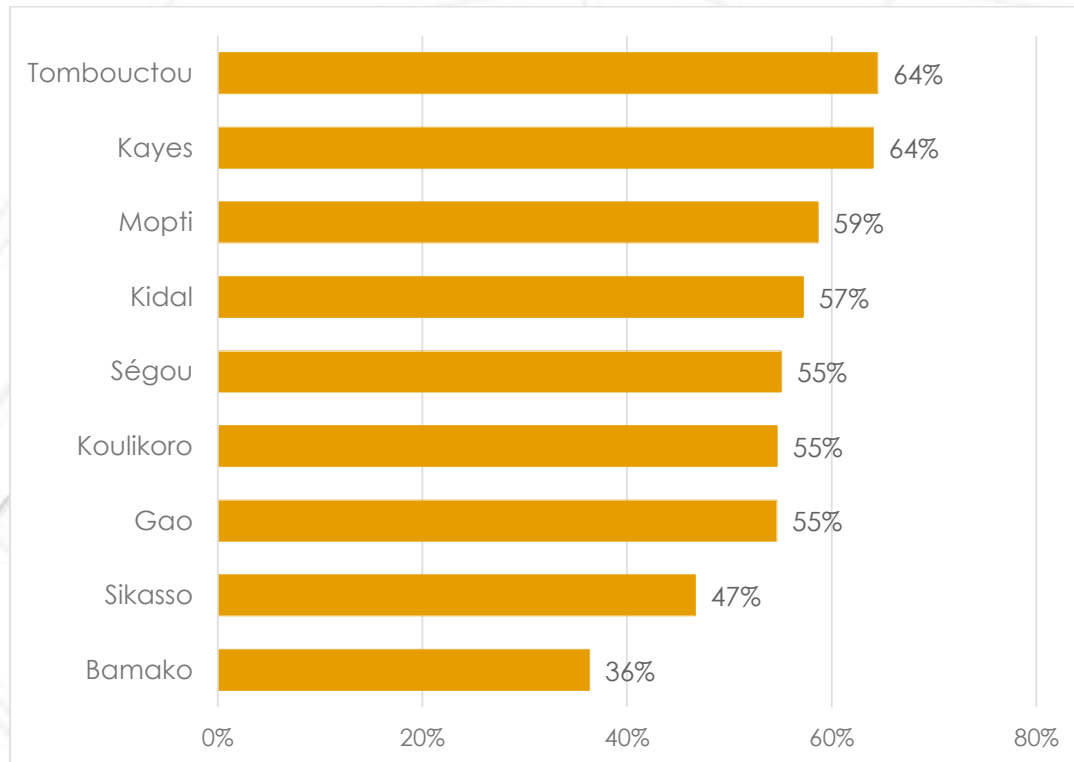
**Figure 1: Perceptions des conditions de vie personnelles** | par sexe, niveau d'instruction, et milieu de résidence | Mali | 2014



**Question posée aux répondants:** De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles?

Dans sept des neuf régions, des majorités jugent leurs conditions de vie mauvaises (Figure 2). Les régions de Tombouctou et de Kayes font la course en tête avec plus de six citoyens sur 10 (64%) qui jugent mauvaises leurs conditions de vie. Les exceptions sont les régions de Sikasso (47%) et Bamako (36%).

**Figure 2: Perceptions des conditions de vies** | par région | Mali | 2014



**Question posée aux répondants:** De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles? (% de « mal » ou « très mal »)

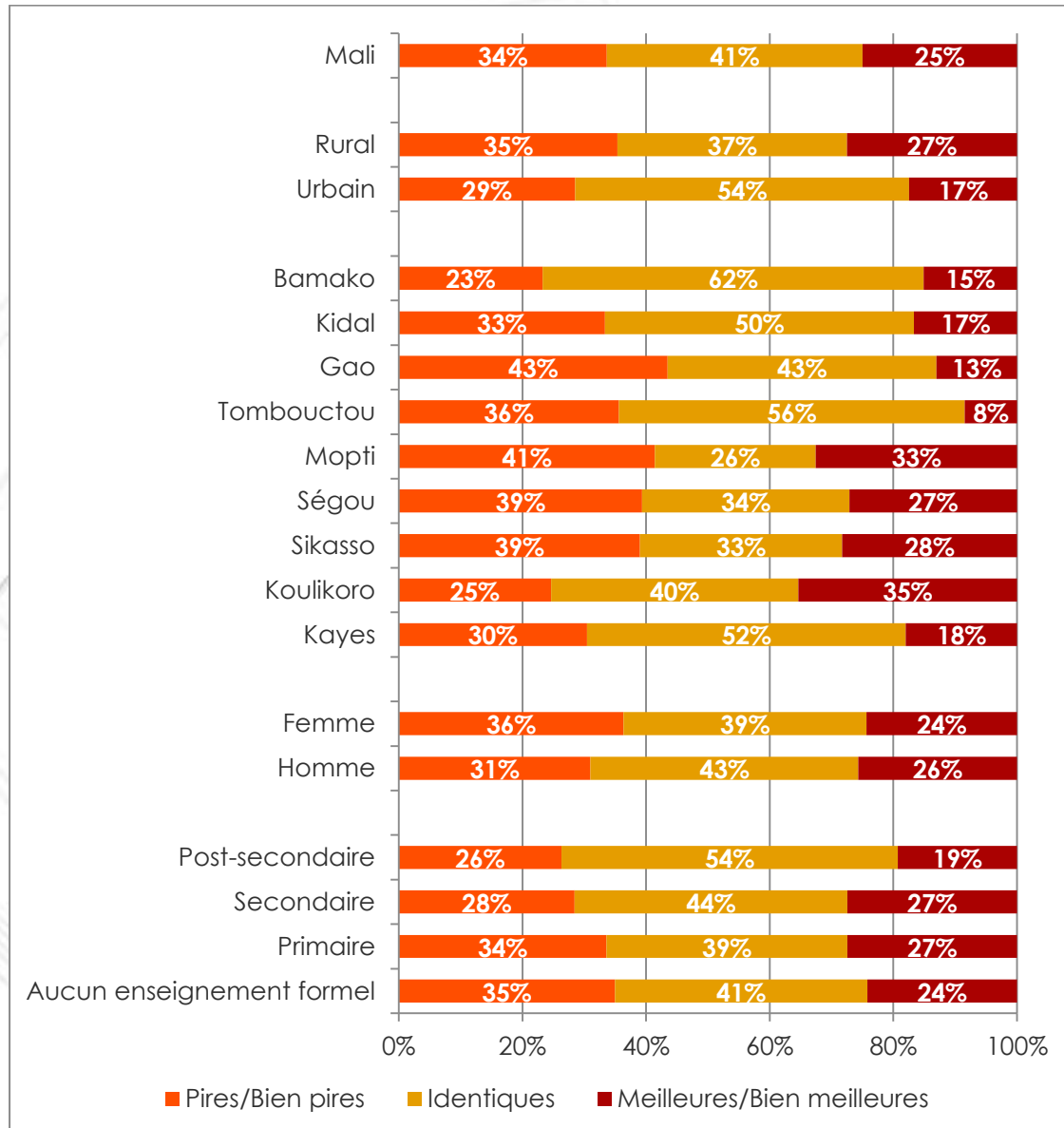
Seulement 25% des Maliens trouvent leurs conditions de vie « meilleures » ou « bien meilleures » comparativement aux autres Maliens, tandis que 34% les trouvent « pires » ou « bien pires » (Figure 3). Les femmes sont un peu plus enclines d'évaluer leurs conditions de vie pires (36%) que ne le sont les hommes (31%).

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

On note des disparités entre le milieu rural et le milieu urbain: Les ruraux sont plus enclins que les urbains à trouver leurs conditions de vie meilleures (27% contre 17%), mais aussi à les trouver pires (35% contre 29%). En effet, les urbains sont plus nombreux à juger leurs conditions de vie identiques à celles des autres Maliens (54% contre 37% des ruraux).

Les régions de Koulikoro et de Mopti se distinguent des autres régions par les plus fortes proportions d'habitants qui pensent meilleures leurs conditions de vie comparées aux autres Maliens, respectivement 35% et 33%. Par contre, très peu de citoyens dans les régions de Tombouctou (8%) et de Gao (13%) partagent le même avis. La région de Bamako quant à elle présente la plus grande proportion d'habitants (62%) qui jugent identiques leurs conditions de vie comparées aux autres Maliens.

**Figure 3: Conditions de vie comparées à celles des autres Maliens** | par milieu de résidence, région, sexe, et niveau d'instruction | Mali | 2014



**Question posée aux répondants:** En général, comment évaluez-vous vos propres conditions de vie par rapport à celles des autres Maliens?

### Manque de premières nécessités

Pour apprécier les défis quotidiens auxquels les Maliens font face, il a été demandé aux interviewés combien de fois, pendant l'année précédente, ils ou leur famille avaient vécu des insuffisances des premières nécessités (nourriture insuffisante, manque d'eau potable, manque de médicament ou de soins médicaux, manque de combustible, et/ou manque d'argent).

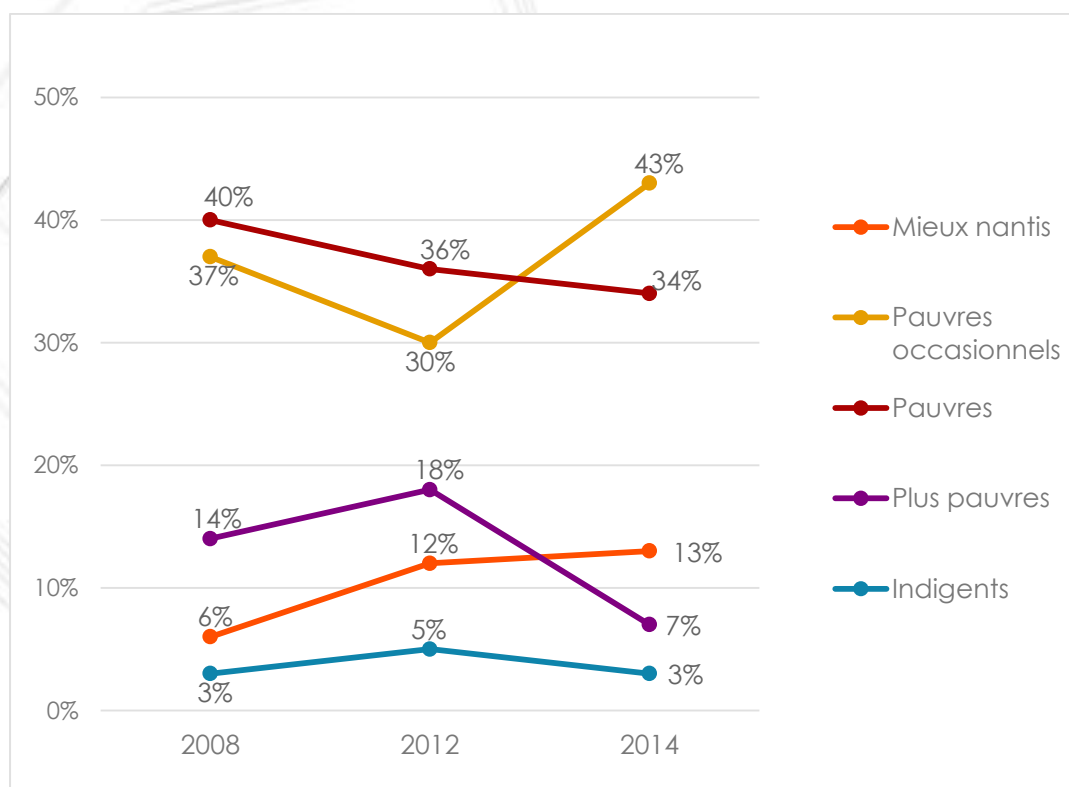
Se basant sur la fréquence des insuffisances rapportées, on peut calculer l'Indice de Pauvreté Vécue et définir des catégorisations comme suit: les mieux nantis, c'est-à-dire ceux qui n'ont jamais eu à faire à un manque; les pauvres occasionnels, ceux qui ont eu juste une

ou deux fois des manques; les pauvres, ceux qui ont eu quelques fois des manques; les très pauvres, ceux qui ont eu plusieurs fois des manques; et les indigents, ceux qui ont toujours eu des manques.

En 2014, 13% des citoyens maliens sont mieux nantis, contre 43% de pauvres occasionnels, 34% de pauvres, 7% de plus pauvres, et 3% d'indigents.

Entre 2008 et 2014, la variation de l'Indice de Pauvreté Vécue permet de conclure à un recul de la pauvreté vécue sur la période considérée. La proportion de citoyens mieux nantis a doublée sur cette période (de 6% en 2008 à 13% en 2014) (Figure 4). La proportion de pauvres occasionnels a également augmentée, passant de 30% en 2012 à 43% en 2014. Mais il semble que ces nouveaux pauvres occasionnels viennent des catégories des pauvres (baissée de 40% en 2008 à 34% en 2014) et des plus pauvres (baissée de 18% en 2012 à 7% en 2014). On remarque une stabilité autour de 3% de la proportion des indigents sur la période considérée.

**Figure 4: Niveaux de pauvreté vécue dans le temps | Mali | 2008-2014**

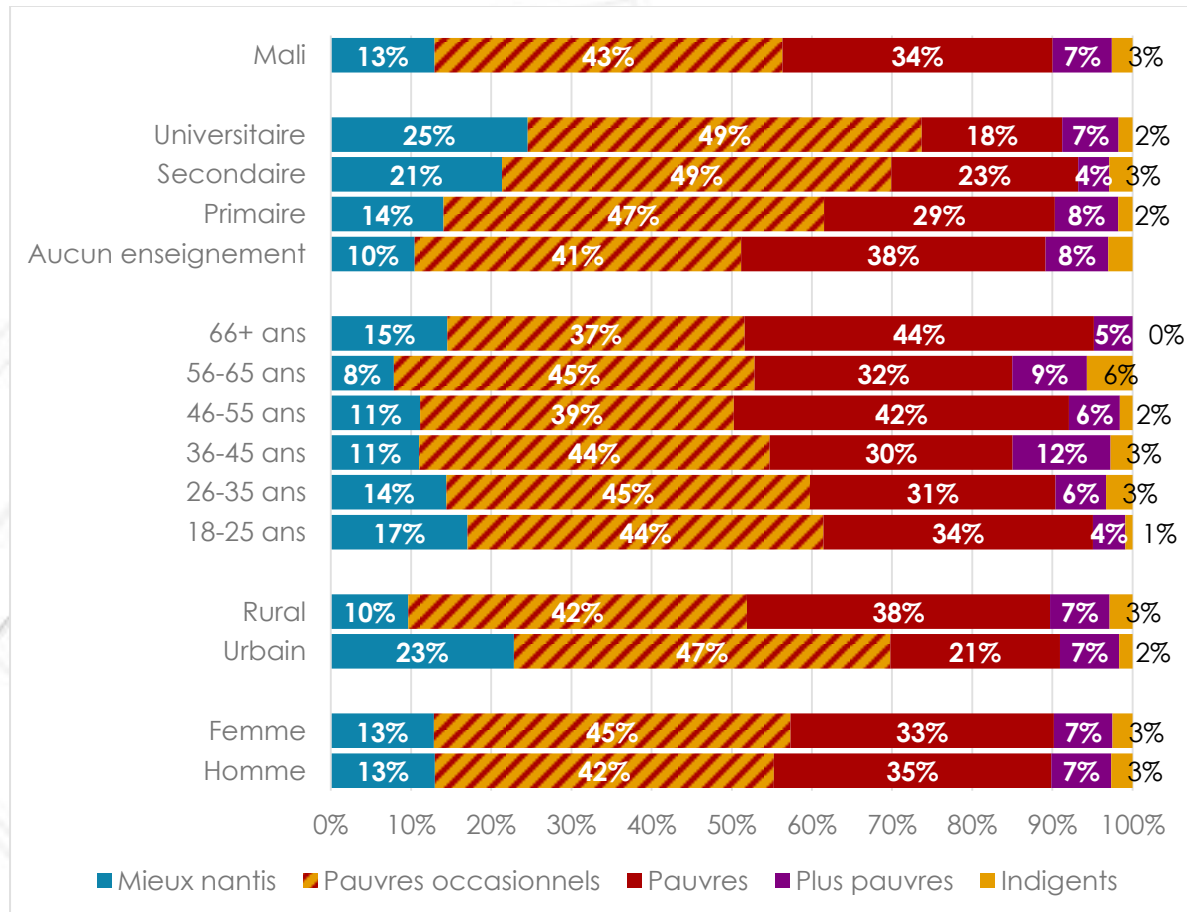


(NB: L'Indice de Pauvreté Vécue est calculée à partir des manquements des premières nécessités auxquels les Maliens ont fait face dans les 12 mois ayant précédés l'enquête.)

Les statistiques montrent une corrélation entre le niveau d'éducation et la pauvreté vécue: Plus le niveau d'éducation est élevé, moins la pauvreté sévère (Figure 5).

Les jeunes sont légèrement mieux nantis que les plus âgés. La pauvreté sévère en milieu rural plus qu'en milieu urbain: 23% des urbains sont mieux nantis contre 10% des ruraux. On ne note pas de grande différence suivant le sexe quant à la vulnérabilité à la pauvreté.

**Figure 5: Niveaux de pauvreté vécue** | par niveau d'instruction, âge, milieu de résidence, et sexe | Mali | 2014



(NB: L'Indice de Pauvreté Vécue est calculée à partir des manquements des premières nécessités auxquels les Maliens ont fait face dans les 12 mois ayant précédés l'enquête.)

### Cadre de vie

Pour évaluer l'accès des citoyens maliens aux services publics essentiels, les enquêteurs d'Afrobaromètre ont observé dans chaque zone de l'enquête la disponibilité ou non d'un réseau électrique, d'un système d'adduction d'eau, d'un système d'évacuation des eaux usées, et d'un réseau GSM.

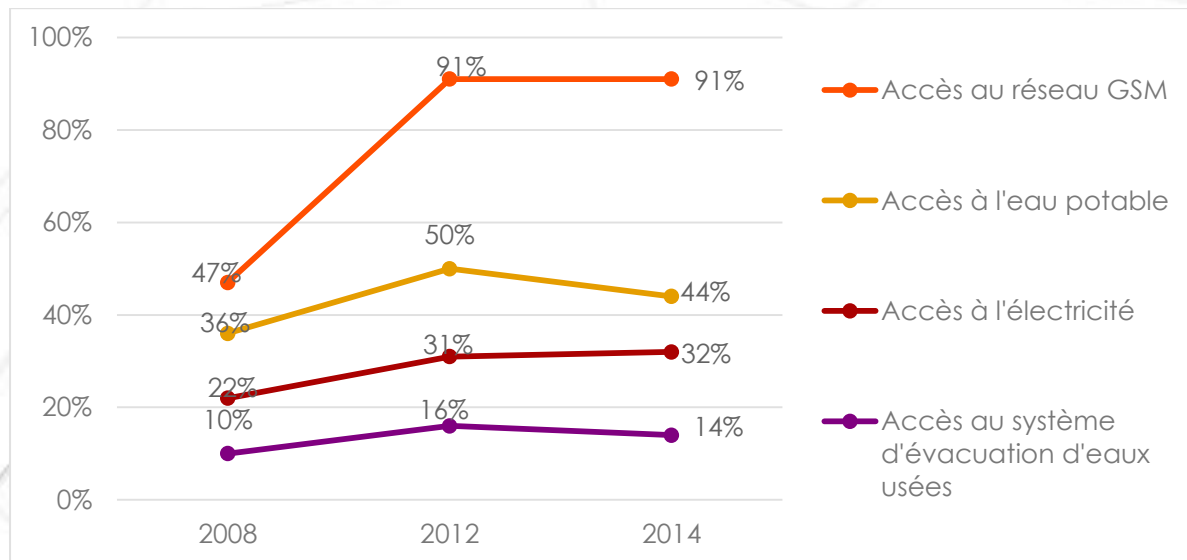
Les résultats montrent que le service de réseau GSM a une plus grande couverture du territoire nationale (91%) par rapport aux services de l'eau potable (44%) et de l'électricité (32%) et le système d'évacuation d'eaux usées (14%).

Une analyse comparative aux deux dernières enquêtes d'Afrobaromètre au Mali (2008 et 2012) permet de comprendre comment l'accessibilité de ces différents services a évolué dans le temps (Figure 6). Il faut remarquer que les régions du Nord (Gao, Tombouctou, et Kidal) n'ont pu être échantillonnées pendant l'enquête en 2012.

Comparativement à ces deux dernières études, l'accès à l'électricité stagne autour du tiers des zones de dénombrement couvertes après un léger progrès entre 2008 (22%) et 2012 (31%). Cependant on assiste à un léger recul de l'accès à l'eau potable (50% en 2012 contre 44% en 2014) après avoir connu un progrès de 14 points de pourcentage entre 2008 et 2012.

L'accès au réseau GSM a maintenu son niveau après avoir fait un bond géant entre 2008 (47%) et 2012 (91%). La forte progression entre 2008 et 2012 n'a rien à avoir avec l'absence des régions du Nord dans l'échantillon en 2012, puisque la tendance est confirmée en 2014. L'accès au système d'évacuation d'eaux usées reste en dernier rang avec 14% des zones couvertes.

**Figure 6: Accessibilité des services dans le temps | Mali | 2008-2014**



**Questions posées aux enquêteurs:** Les services suivants sont-ils disponibles dans la zone de dénombrement: Réseau électrique auquel la plupart des maisons pourraient accéder? Système d'adduction d'eau auquel la plupart des maisons pourraient accéder? Système d'évacuation des eaux usées auquel la plupart des maisons pourraient accéder? Réseau GSM?

Egalement, les enquêteurs ont observé si les zones de l'enquête avaient à une distance de marche une école, un poste de police/gendarmerie, un centre de santé, un marché, une banque/microfinance, et un quelconque moyen de transport payant.

En 2014, on note une forte présence de l'école sur l'ensemble du territoire nationale avec plus de neuf zones de dénombrement sur 10 (94%) ayant accès à une école à une distance de marche (Figure 7). La situation est tout autre quant à l'accès à un poste de police ou de gendarmerie: Seulement une zone sur cinq (22%) ont accès à cette facilité à une distance de marche.

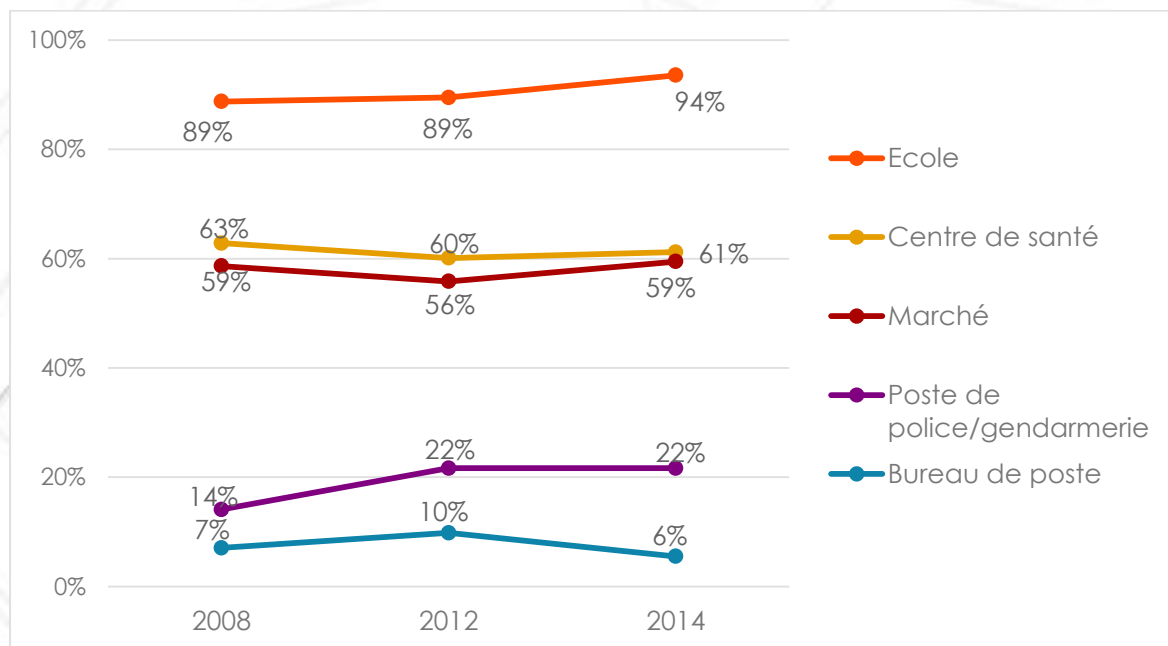
Quand bien même la situation n'est pas idéale, l'accès aux services de santé y est plus prononcé comparativement au service de poste de police. Plus de six zones de dénombrement sur 10 (61%) ont accès à cette facilité à une distance de marche. L'accès à un marché présente les mêmes tendances que l'accès à un service de santé: Près de six zones sur 10 (59%) ont accès à un marché (vente d'épices, de vivres, et/ou de vêtements). Les moyens de transport payant tel qu'autobus, taxi, ou vélomoteur sont accessible à près de la moitié (45%) des zones de dénombrement.

Une analyse comparative aux deux enquêtes antérieures permet d'apprécier l'écart dans l'accessibilité de ces services dans le temps. Malgré l'absence des régions du Nord dans l'échantillon en 2012, on observe une constance dans la couverture du territoire national par les écoles entre 2008 et 2012, puis un progrès entre 2012 (89%) et 2014 (94%). Ceci témoigne de l'effort des autorités maliennes à rapprocher l'école des citoyens.

L'accès aux centres de santé et aux marchés n'a pas connu de grands changements dans le temps et ont une faible couverture (61% pour les centres de santé, 59% pour les marchés) par rapport à celle des écoles.

Les facilités les moins accessibles aux populations sont les bureaux de poste (6% en 2014). On s'attendrait aussi à une plus grande couverture des postes de police ou de gendarmerie, surtout après la crise au Nord Mali, mais elle est seulement de 22% des zones de dénombrement couvertes en 2014.

**Figure 7: Disponibilité des différentes facilités dans le temps | Mali | 2008-2014**



**Questions posées aux enquêteurs:** Les facilités suivantes sont-elles disponibles dans la zone de dénombrement ou à une distance de marche proche de la zone de dénombrement: Bureau de poste? Ecole? Poste de police/gendarmerie? Centre de santé? Marché (vente d'épice, de vivres et/ou de vêtements)?

### Facilité d'accès aux services publics

Il a été demandé aux personnes interviewées s'ils avaient eu affaire avec certains services publics pendant l'année écoulée et, si oui, combien était-il facile ou difficile d'accéder à ces services (Figure 8).

Parmi ceux qui ont eu affaire avec une école publique, plus de huit Maliens sur 10 (81%) disent qu'il était « facile » ou « très facile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin. Cette proportion est de 84% pour le milieu rural et de 71% pour le milieu urbain. Elle est supérieure à 70% dans toutes les régions sauf à Bamako (68%) et à Kidal (50%).

Plus de sept Maliens sur 10 (74%) qui ont eu affaire avec une clinique ou un hôpital public jugent facile l'accès aux soins médicaux. Cette proportion est la même en milieu rural qu'en milieu urbain. Sauf à Kidal, où la moitié (50%) des citoyens jugent difficile l'accès aux soins médicaux dans les hôpitaux publics, la proportion de citoyens la jugeant facile est supérieur à celle la jugeant difficile dans toutes les autres régions.

S'agissant de l'obtention des pièces d'identité tel que l'extrait de naissance, permis de conduire, passeport, carte d'électeur, ou autorisation officielle du gouvernement, plus de six



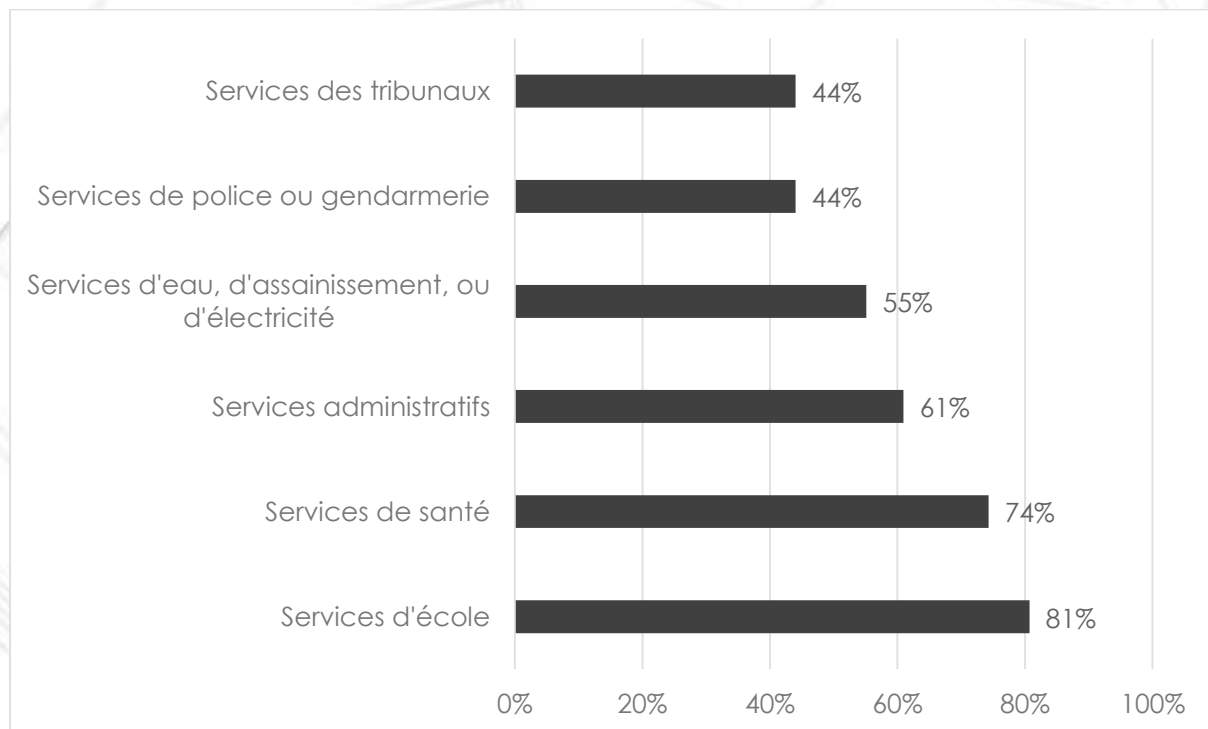
Maliens sur 10 (61%) la trouve facile. Cette proportion est de 50% pour les urbains et de 66% pour les ruraux.

Parmi ceux qui ont essayé d'obtenir des services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité, juste un peu plus de la moitié (55%) le trouvent facile. Les urbains sont plus critique envers ces services publics que les ruraux: 55% des urbains trouvent difficile l'obtention de ces services contre 31% des ruraux.

Quant à l'assistance de la police et des tribunaux, seulement une minorité (44%) de ceux qui ont essayé pendant l'année écoulée les trouvent faciles à obtenir.

Il ressort de ces statistiques que les Maliens sont beaucoup plus satisfaits par les services offerts par les enseignants ou les dirigeants d'école et par le personnel soignant que par les services offerts par la police et les tribunaux.

**Figure 8: Accès 'facile' aux services publics | Mali | 2014**



**Questions posées aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous:

- Eu affaire avec une école publique? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école?
- Eu affaire avec une clinique ou un hôpital public? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin?
- Essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir le document dont vous aviez besoin?
- Essayé d'obtenir des services d'eau, d'assainissement, ou d'électricité du gouvernement? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin?
- Eu recours à l'assistance de la police? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin?
- Pris contact avec les tribunaux? (Si oui:) Etait-il facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin des tribunaux?

(La figure montre % qui disent « facile » ou « très facile ».)

## Secteurs à promouvoir

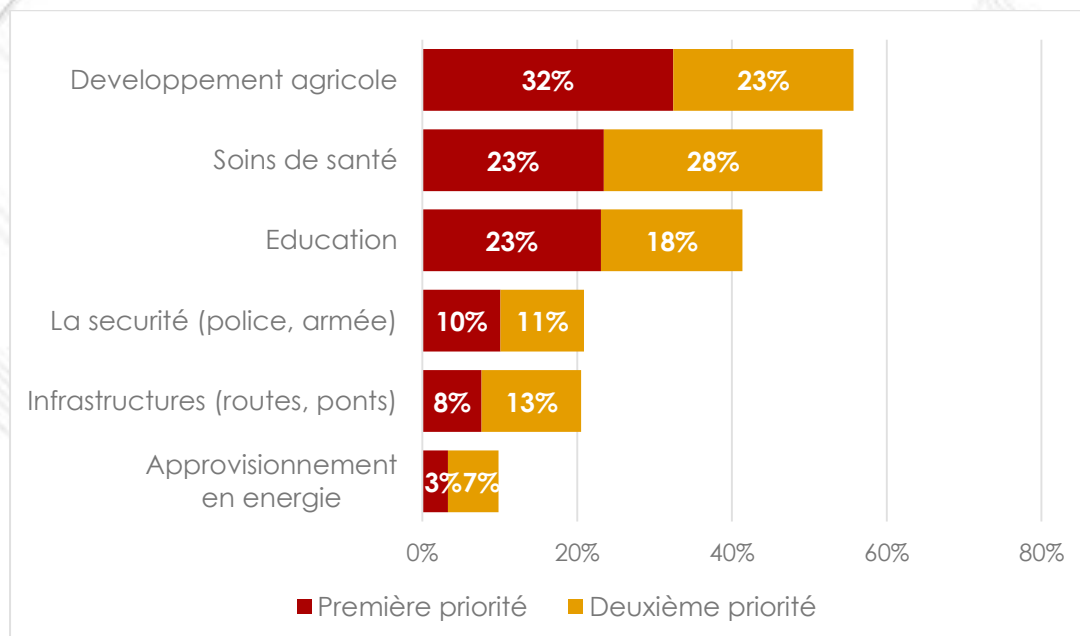
Pour les Maliens, le développement agricole, la santé, et l'éducation sont les secteurs prioritaires à promouvoir si jamais le gouvernement devrait augmenter ses dépenses d'investissement (Figure 9).

La majorité des citoyens citent le développement agricole comme leurs première (32%) ou deuxième (23%) priorité. Egalement, la majorité mentionnent le secteur de la santé comme première (23%) ou deuxième (28%) priorité. Après la santé vient le secteur de l'éducation (23% première, 18% deuxième priorité).

La promotion du secteur de développement agricole est la préoccupation la plus souvent citée dans toutes les régions excepté celles de Gao, de Kidal, et de Bamako, où la santé vient en premier rang. Dans la région de Kidal, une majorité préconisent aussi la sécurité (la police et l'armée) comme première (40%) ou deuxième (14%) priorité d'investissement additionnel. Ceci est probablement dû à la situation sécuritaire au Nord du Mali.

Le milieu urbain et le milieu rural sont en opposition de phase s'agissant du secteur à prioriser pour un éventuel investissement additionnel du gouvernement. Le milieu urbain priorise les soins de santé (55%) et l'éducation (50%), tandis qu'au milieu rural, c'est l'agriculture qui vient en tête (61%).

**Figure 9: Priorité d'investissements additionnels du gouvernement | Mali | 2014**



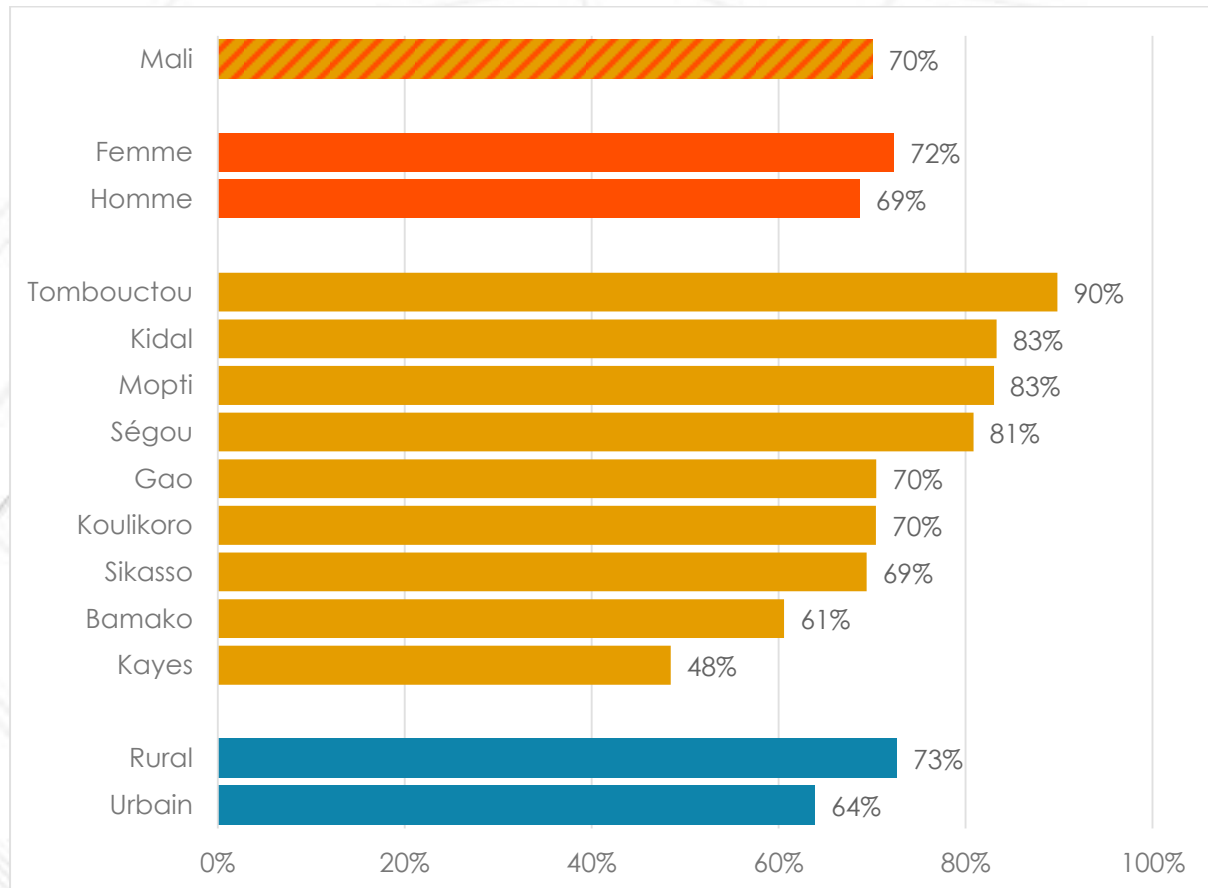
**Question posée aux répondants:** A votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité?

## Solidarité et bien-être matériel

Les transferts de fonds venant d'amis ou de parents vivant à l'extérieur semblent loin d'être la solution pour améliorer les conditions de vie des Maliens. En effet, sept Maliens sur 10 (70%) ne reçoivent pas de tels transferts de fonds (Figure 10). Seulement un Malien sur 20 (5%) en reçoivent tous les mois.

Pendant que Kayes se pointe au première rang pour la réception de fonds tous les mois de l'extérieur avec 11%, dépassant le double de la moyenne nationale, Tombouctou s'identifie par sa plus faible réception avec neuf citoyens sur 10 (90%) n'ayant jamais reçu. Les urbains en reçoivent plus que les ruraux (8% contre 4% tous les mois).

**Figure 10: Jamais reçu de transferts de fonds l'extérieur | Mali | 2014**



**Question posée aux répondants:** Combien de fois, le cas échéant, avez-vous ou quelqu'un de votre ménage reçu les transferts de fonds d'amis ou de parents vivant à l'extérieur du pays? (% « jamais »)

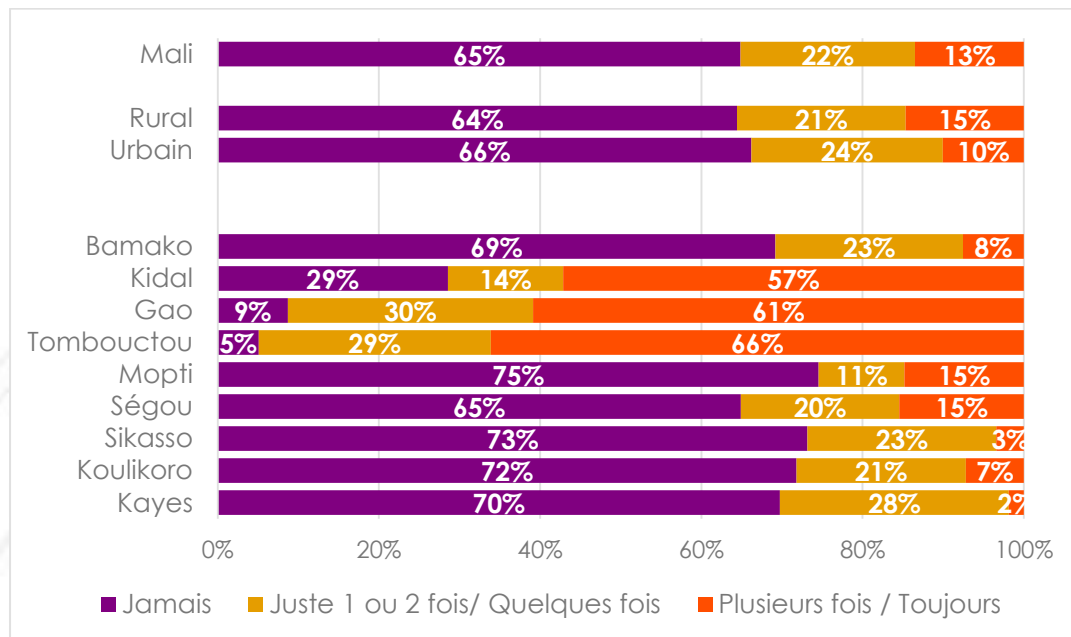
## Insécurité

Si la situation sécuritaire fait aussi partie du cadre de vie, elle varie de façon significative selon la région du Mali. Pendant les 12 derniers mois avant l'enquête, les deux-tiers (65%) des Maliens ne se sont jamais sentis en insécurité dans leur quartier, tandis que 22% se sont sentis en insécurité « juste une ou deux fois » ou « quelques fois » et 13% « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 11). Cette proportion est pratiquement la même en milieu urbain et rural.

Mais l'insécurité est beaucoup plus prononcée dans les trois régions du Nord, à savoir Tombouctou (où 66% se sont fréquemment sentis en insécurité), Gao (61%), et Kidal (57%).

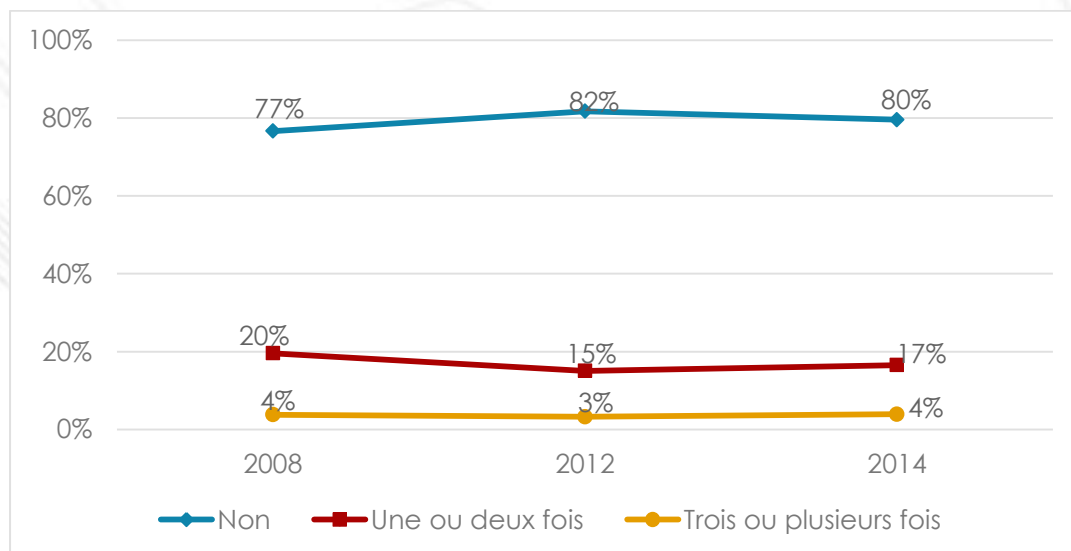
Il a été également demandé aux interviewés combien de fois eux-mêmes ou un membre de leurs famille ont été victime de vol dans leur propre maison. Huit Maliens sur 10 (80%) n'ont pas été victime d'un vol dans leur maison pendant l'année écoulée, tandis que 17% ont été victime de vol une ou deux fois et 4% trois ou plusieurs fois. On observe une certaine stabilité dans le temps de l'insécurité lié à des vols à domicile (Figure 12).

**Figure 11: Sentiment d'insécurité** | par milieu de résidence et région | Mali | 2014



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas senti en sécurité dans le quartier?

**Figure 12: Victime de vol** | Mali | 2008-2014



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été quelque fois victime de vols dans votre maison?

**Massa Coulibaly** est chercheur sénior et directeur exécutif à GREAT, à Bamako. Email: [massa@greatmali.net](mailto:massa@greatmali.net).

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

**Dépêche No. 106, Afrobaromètre | 30 juin 2016**